

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 9 JUIN 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 1991 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société BUISSON EFFILOCHAGE dans son établissement situé lieu-dit "Pierre-ton" à COURS-LA-VILLE ;

VU le rapport du 5 mai 2010 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de COURS-LA-VILLE, exploité par la société BUISSON EFFILOCHAGE a permis à l'inspecteur des installations classées de constater que, dans les bâtiments d'entrepôt, les consignes d'exploitation, telles que prévues au point 5.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 modifié visé ci-dessus, n'ont pas été établies et, de ce fait, n'ont pas été portées à la connaissance du personnel ;

CONSIDERANT donc que la société BUISSON EFFILOCHAGE ne respecte pas, pour l'exploitation de son entrepôt de stockage de COURS-LA-VILLE, certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

../..

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter strictement les dispositions prévues au point 5.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 modifié précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

La société BUISSON EFFILOCHAGE, lieu-dit "Pierreton" à COURS-LA-VILLE, est mise en demeure de respecter strictement les dispositions du point 5.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A cet effet, l'exploitant devra, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, rédiger des consignes d'exploitation qui devront être tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes devront indiquer, notamment :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts en particulier),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.


ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de COURS-LA-VILLE,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 9 JUIN 2010

Le Préfet,


Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale
Josiane CHEVALIER